



Rapport de l'atelier 4 Pour une nouvelle intelligence collective

Rappel des objectifs

L'intention de l'atelier a été de ramener au premier plan la production de l'intelligence collective comme nécessaire à la création d'un véritable espace politique et social commun. Exercer ses droits en tant que citoyen exige des compétences civiques, des savoirs individuels et collectifs. Qu'il s'agisse de s'organiser pour agir alors que les mécanismes de concertation manquent, ou de développer des savoirs et des compétences pour participer, l'objectif de l'atelier était donc de répondre à la question : comment créer et développer une nouvelle intelligence collective en vue du bien commun ?

Modérateurs de l'atelier : **Boyan Manchev et Rastko Mocnik**

Rapporteur : **Andrea Zlatar Violic**

Etat des lieux et obstacles

L'atelier 4 a d'abord mis en évidence le manque de culture politique unifiée dans l'espace social européen : on débat différemment en fonction de l'environnement social dans lequel on évolue. Quel terrain commun, quel espace public et ouvert peut-on donc choisir pour débattre entre Européens ? La question de savoir si la culture doit être le moteur de tout projet politique au niveau européen a également été posée. Des participants invoquant alors le danger de « culturalisation » du champ politique, l'atelier a insisté sur le fait qu'il faut traiter politiquement les questions politiques. Aussi les participants ont-ils veillé à faire le débat entre l'idée d'une nouvelle intelligence collective et le projet d'« éduquer le citoyen ». L'atelier s'est efforcé de définir ce qu'on entend par « intelligence collective », en faisant parfois un détour par des références historiques et philosophiques : d'où vient ce concept ? Est-il un point de départ de la réflexion ou son aboutissement ? Il est évidemment lié à la définition que l'on donne du bien commun, qu'il faut à son tour définir. Ces questions doivent être critiques et inventives, pour ne pas reproduire les débats existants.

Les travaux de l'atelier ont dégagé quelques obstacles au développement d'une intelligence collective. On a tendance à ignorer l'existant en termes de projets et d'initiatives ; la mémoire de ce qui a déjà été fait manque cruellement. On constate aussi une diminution progressive de la participation et surtout de la résistance citoyenne : peut-être parce qu'il y a un manque de communication et d'écoute, et

parce que les citoyens ne sont pas invités à participer aux débats, ne sont pas informés ; mais ces problèmes devraient être posés dans une plus vaste perspective, en rapport avec la transformation actuelle de l'espace public et de l'espace urbain sous l'effet des modèles économiques néolibéraux. En outre, s'il est difficile au niveau européen de faire sortir les citoyens du simple exercice de leur pouvoir consultatif, c'est aussi parce qu'ils manquent de temps pour le faire : on est dans une problématique temporelle. Qu'est-ce que le temps libre, comment l'occupe-t-on, comment le reconnaît-on dans la société ? Se pose la question du travail dans son rapport dialectique avec le temps libre, considéré comme pure valeur et non comme temps de possible activité citoyenne.

Par ailleurs, le développement des grandes métropoles amène les citoyens les moins aisés, qui habitent souvent très loin de leur lieu de travail, à passer de plus en plus de temps dans les transports, et il s'ensuit une mise à l'écart des plus pauvres de la sphère politique, du fait de la ségrégation socio-résidentielle. Ce simple constat montre combien l'identification et la prise en compte du nouveau visage des villes sont indispensables dans une réflexion sur la construction d'une intelligence collective.

Pistes d'action

Les participants ont identifié un certain nombre de pistes d'action. En tout premier lieu, s'impose une réflexion critique sur le bien commun, sur ce qui fait des citoyens des citoyens. Qu'est-ce que le bien commun aujourd'hui ? Identifie-t-on toujours un commun qui motive l'action citoyenne, alors qu'on voit partout à l'œuvre des processus de désidentification et de désolidarisation ? Ensuite, il est urgent de sortir d'une appréciation économique de l'Europe (par exemple, au niveau des métropoles, éviter la concurrence entre les grandes villes européennes), et d'un enfermement du citoyen européen dans une logique consumériste. Il s'agit de remplacer le projet économique par un projet politique. Toute nouvelle initiative passe donc aussi par la déconstruction de certains schèmes européens traditionnels. Il faut également sortir de la technocratie européenne, et prendre le modèle du monde associatif et de son fonctionnement à l'échelle européenne. Les lieux de décision doivent être rapprochés des lieux de participation. La participation effective de tous à la discussion publique, la possibilité pour chacun de participer au processus démocratique – c'est le point de départ dans la construction d'une « nouvelle intelligence collective ». Les pouvoirs publics doivent être interpellés sur leur désengagement par rapport à la mobilisation de la société civile. Il faut informer la société civile, et rendre cette information plus transparente. En revanche, il faut éviter absolument d'entretenir une attitude passive chez les citoyens (de « leur apporter » plus de savoir sur l'Europe sans les impliquer). L'esprit critique doit être développé.

Propositions concrètes

Des propositions plus concrètes ont été formulées, articulées autour de trois points : la mobilisation des hommes, la recherche de fonds plus importants et utilisés de façon plus efficace et transparente, la circulation de l'information. Il serait pertinent de soutenir activement les initiatives qui existent déjà, de créer des mécanismes parallèles à l'existant : il n'y a ni un manque d'argent, ni un manque d'initiative en Europe. Il faudrait notamment trouver des convergences avec l'Agora du Parlement européen. Il faut valoriser l'expression citoyenne. Il importe aussi de recentrer les débats et les décisions politiques européens sur des thèmes qui concernent tout le monde, car les citoyens se sentent plus impliqués quand leur propre intérêt est en jeu. La mobilisation des hommes doit aussi s'appuyer sur les nouvelles solidarités cosmopolites qui naissent dans toutes les métropoles européennes : de plus en plus de citoyens sont « transnationaux », de nombreux couples sont composés de personnes de nationalités différentes...

Les participants étaient d'accord sur l'importance de développer des médias alternatifs à un

niveau européen, d'élargir les moyens de communication, de faire circuler sur le net des documents structurés et de rendre les études accessibles, afin de créer les conditions d'une transmission transversale des savoirs. Il ne faut en effet jamais oublier que les médias sont une partie de l'espace public.

Il a été question de créer un fond de lancement dédié à de nouvelles initiatives et au fonctionnement des plate-formes locales *<(et même, pourquoi pas, la création d'une nouvelle monnaie – une sorte de « monnaie civique »)>*, plus facile d'accès que les fonds qui existent déjà, indépendant de l'autorité publique (mais avec quels moyens ? et qui pourrait contrôler la bonne utilisation de cet argent ?), et indépendant des conditions locales. En tout cas, les fonds des plate-formes et les fonds dédiés aux actions concrètes devraient être dissociés. L'évaluation des projets devrait être faite par des experts indépendants et l'expertise doit être transversale (aller des citoyens aux citoyens) ; surtout, il faut financer le net-working lui-même, pas seulement les projets ; il faut donc avoir des fonds pour faire fonctionner les plate-formes et les networks. La question a alors été posée de l'intervention des fonds privés dans cette initiative, sans qu'un consensus n'ait pu être trouvé (car, pour certains, la logique des entreprises n'est pas celle d'une responsabilité civile).

Il faudrait aussi évaluer continuellement les politiciens, et ceci pendant leur mandat, ainsi que les politiques publiques. L'atelier a aussi souhaité mettre en place un lieu qui permette l'instauration de ces propositions concrètes, et imposer une plate-forme de discussion entre les élus et les citoyens, où les premiers seraient forcés à assister aux débats, sans monopoliser la parole.

Enfin, l'urbanisme doit être mis au cœur de la question, et ceci à l'échelle européenne : des lieux différents, plus proches des habitants, doivent être mobilisés, partout en Europe. Ceci est fondamental pour donner un lieu de visibilité au débat public européen.

Il faut donc trouver un cadre cohérent qui combine Europe et métropoles, dans une structure actuelle défaillante. La notion d'intelligence collective peut nous permettre de changer de paradigme, tout en répondant à la difficile question de l'articulation de l'ancien et du nouveau.

Delphine Galloy,
le 17 juin 2008.